

Malijet.co du 22 novembre 2016

« Foncier en Afrique : les universitaires et les chercheurs en conclave à Bamako »

Le Mali, à l'instar des la plupart des pays africains, est emblématique des risques politiques que suscitent des déchirements consécutifs aux conflits fonciers, entraînant par endroit des affrontements collectifs dans les milieux urbains que ruraux. Touchant toutes les couches sociales et tous les domaines, le sujet occupe des chercheurs et professeurs d'universités du continent et d'Europe de toutes les sciences confondues à Bamako, depuis hier, sur le campus universitaire de Badalabougou, autour d'un colloque.

Organisé par le laboratoire mixte international (MACOTER) en collaboration avec les Universités des lettres et des sciences humaines de Bamako, et des sciences juridiques et politiques de Bamako, ledit colloque a pour thème : « Quelles recherches sur le foncier au Mali et en Afrique ? Défis de société d'action publique, mobilisation scientifique ».

La cérémonie d'ouverture était présidée par M. Samba Diallo, le recteur de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, en présence de ses homologues recteurs et responsables d'université de la sous-région et de la France. Financé par l'institut de recherche pour le développement, le colloque de Bamako a pour objectifs d'embrasser les dimensions multiples de la pression foncière, d'en mesurer les rythmes, les orientations et les zones de tension, proposer un état des lieux des savoirs en matière foncière et d'aborder les relations fondamentales entre la recherche et l'action publique. Ainsi, ce colloque permettra aux experts d'analyser les processus d'accaparement et des spéculations des terres, selon les catégories scientifiques. Il s'agit également de mettre l'expérience malienne en perspectives d'une Afrique diverse sur le plan des droits et des juridictions du foncier, mais tout autant en alerte sur les mêmes défis.

M. Diallo, dans son intervention, a mis en exergue l'importance du rôle de la recherche universitaire, dans le développement socio-économique. Selon lui, le président de la République et son gouvernement accordent une attention particulière aux questions foncières, eu égard son rôle primordial dans le développement durable. Il s'est réjoui ainsi de l'organisation de ce colloque qui, selon lui, donne la parole aux non-chercheurs.

« Des acteurs politiques impliqués dans la gouvernance foncière, des grands témoins institutionnels et praticiens, des porteurs et plaidoyers ou de communication sur le sujet pourront s'exprimer sur leurs contraintes organisationnelles, leurs attentes à l'égard des chercheurs », a-t-il dit.

Pendant trois jours, il s'agira pour les experts de porter le débat sur une thématique qui intéresse toutes les couches sociales au regard de l'ampleur de la question foncière. Ainsi, les experts feront des propositions d'analyses, d'échanges d'expériences de cas pratiques afin de cerner la question.

Par Christelle KONE